



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

 A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-11 du 17 mars 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et l'Union européenne progressent sur la coordination des subventions vertes
2. L'Union européenne participe à la consultation sur le renforcement des mesures Buy America
3. Les États-Unis et l'Inde s'engagent à coopérer sur le contrôle à l'export et à coordonner leurs mesures de soutien au secteur des semiconducteurs

Climat – énergie – environnement

4. L'Agence de protection de l'environnement américaine (EPA) annonce la première norme nationale pour lutter contre les P-FAS dans l'eau potable
5. L'administration Biden annonce 750 M\$ pour faire progresser les technologies de l'hydrogène propre
6. Les États-Unis et l'Union européenne s'engagent à construire ensemble les économies propres de demain

Transport et infrastructure

7. L'administration Biden lance un premier tour d'appel à projets dans le cadre d'un programme dédié aux infrastructures de recharge d'électricité et d'autres carburants alternatifs
8. Une Cour d'appel de Californie juge que les chauffeurs des app de partages sont des indépendants

Industrie

9. De nouveaux acteurs sur le marché des semiconducteurs pour l'intelligence artificielle

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. Dans sa demande budgétaire pour l'année fiscale 2024, la Maison-Blanche propose une hausse de 14 % des dépenses discrétionnaires de l'USDA
11. La question des conditions d'éligibilité aux allocations du SNAP divise les élus du Congrès

Numérique et innovation

12. OpenAI annonce la sortie de GPT-4

Santé

13. Les entreprises de santé numérique et de biotechnologie constituaient une part importante de la clientèle de la Silicon Valley Bank (SVB)

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et l'Union européenne progressent sur la coordination des subventions vertes

Suite à la rencontre entre le Président J. Biden et la Présidente de la Commission européenne U. von der Leyen à Washington, le 10 mars, une [déclaration conjointe](#) publiée par la Maison-Blanche a affirmé l'intention des États-Unis et de l'Union européenne de « *commencer immédiatement la négociation d'un accord ciblé sur les minéraux critiques afin de permettre aux minéraux critiques pertinents extraits ou traités dans l'Union européenne d'être pris en compte dans les exigences relatives aux véhicules propres* » de l'Inflation Reduction Act. La déclaration annonce aussi la création d'un Dialogue transatlantique sur les soutiens aux énergies propres (« *Clean Energy Incentives Dialogue* »), visant à « *coordonner* » les programmes de soutien américains et européens et à « *éviter toute perturbation des flux commerciaux et d'investissements transatlantiques qui pourraient en résulter* ». U. von der Leyen et J. Biden ont également réaffirmé dans cette déclaration leur engagement à conclure d'ici octobre 2023 un Accord global sur l'acier et l'aluminium durables (GSA), destiné à favoriser la décarbonation et à lutter contre les surcapacités. Rappelant l'existence d'un front uni contre la Russie et en soutien à l'Ukraine, les deux dirigeants ont mis en lumière la coordination « *sans précédent* » de leurs sanctions et souligné l'importance de la lutte contre leur contournement. Enfin, ils se sont engagés à poursuivre leur coopération afin d'assurer « *notre sécurité économique et notre sécurité nationale* » face à la coercition économique, la militarisation des dépendances, les pratiques non-marchandes et la fuite des technologies sensibles ou à double-usage. Dans cette perspective, ils ont notamment mentionné les risques posés par les investissements sortants, sans engagement formel à les contrôler.

2. L'Union européenne participe à la consultation sur le renforcement des mesures Buy America

Le 13 mars, la Commission européenne a soumis sa [contribution écrite](#) en réponse à l'appel à commentaires lancé par l'Office of Management and Budget (OMB) de la Maison-Blanche au sujet de ses [propositions de lignes directrices](#) sur le renforcement des dispositions *Buy America* prévues par la Loi bipartite sur les infrastructures (BIL) de 2021. La Commission se montre préoccupée par l'omission, dans ces propositions de lignes directrices, du fait que les mesures *Buy America* de la BIL devraient être mises en œuvre de manière compatible avec les engagements internationaux des États-Unis. Elle note

que le texte de la BIL prévoit une telle compatibilité entre les exigences d'utilisation de fer, d'acier, de produits manufacturés et de matériaux de construction produits aux États-Unis dans tout projet d'infrastructure bénéficiant de financements fédéraux, et les obligations internationales américaines s'agissant de marchés publics. Ainsi, elle suggère que les lignes directrices finales clarifient explicitement que les exigences du *Buy America* en termes de contenu local ne s'appliquent pas aux marchés publics couverts par les engagements des États-Unis. La Commission estime également que les lignes directrices proposées par l'OMB présentaient le risque d'accroître le champ d'application des exigences du *Buy America* en étendant la catégorie des « *projets d'infrastructure* » par rapport à la définition fournie par la BIL. Elle suggère donc que l'articulation entre les propositions de lignes directrices et le texte de la BIL soit clarifiée s'agissant de ce point. La Commission appelle en outre à ce que le périmètre des « *matériaux de construction* », auxquels s'appliquent depuis l'adoption de la BIL les critères de contenu local du *Buy America*, soit précisé, ainsi que la distinction entre ces matériaux et les « *produits manufacturés* ». Enfin, elle alerte l'OMB sur les possibles impacts des lignes directrices proposées sur les entreprises européennes désireuses de participer aux projets d'infrastructure américains.

3. Les États-Unis et l'Inde s'engagent à coopérer sur le contrôle à l'export et à coordonner leurs mesures de soutien au secteur des semi-conducteurs

À l'occasion du déplacement à New Delhi de la Secrétaire au Commerce américaine, G. Raimondo, les États-Unis et l'Inde ont [annoncé](#) le 9 mars le lancement d'un « Dialogue commercial stratégique » visant à traiter des « *contrôles à l'export et à étudier les moyens d'améliorer le commerce de hautes technologies* » entre les deux pays. G. Raimondo a [indiqué](#) qu'il s'agirait de « renforcer l'engagement avec l'Inde, spécifiquement sur la question de l'alignement des mesures de contrôle à l'export ». Le 10 mars, les États-Unis et l'Inde ont également [conclu](#) un Mémoire d'accord sur les semi-conducteurs, que G. Raimondo a présenté comme devant « *établir un mécanisme collaboratif* » entre les deux pays sur la « *résilience et la diversification des chaînes d'approvisionnement* » de cette technologie et permettre la « *coordination* » de leurs « *programmes d'incitation* » respectifs à la recherche, au développement et à la production de semi-conducteurs, ainsi qu'à la formation de talents dans ce secteur.

Brèves

- Le Président Biden a [nommé](#) le 10 mars 14 nouveaux membres du Comité consultatif pour la politique et les négociations commerciales, entité qui peut compter jusqu'à 45 membres issus du secteur privé et a pour objet de conseiller l'USTR sur l'élaboration et la mise en œuvre de la politique commerciale. Parmi les nouvelles personnalités nommées figurent notamment trois dirigeants de syndicats américains majeurs (AFL-CIO, United Steelworkers, International Brotherhood of Teamsters).
- À l'occasion d'une [intervention](#) à l'*American Enterprise Institute* le 14 mars, le Secrétaire adjoint à la politique économique du Département du Trésor américain, B. Harris, a indiqué que l'administration Biden était « optimiste » quant aux progrès effectués dans la réalisation des objectifs du prix plafond imposé sur le pétrole russe. Il a notamment souligné l'impact de la mesure en termes de chute des revenus pétroliers russes.
- La Représentante au Commerce (USTR) K. Tai a [rencontré](#) le 15 mars son homologue britannique K. Badenoch, avec laquelle elle a convenu d'accélérer le travail sur les sujets évoqués dans le cadre des dialogues commerciaux États-Unis-Royaume-Uni. L'IRA et le Cadre de Windsor pour l'Irlande du Nord ont également fait partie de la discussion.
- Le bureau de l'USTR a [publié](#) le 16 mars un résumé des textes proposés par les États-Unis dans le cadre de leurs négociations commerciales avec Taiwan. Les textes couvrent les chapitres sur les douanes, la facilitation des échanges, les bonnes pratiques réglementaires, la réglementation nationale des services, les mesures anticorruption, et les petites et moyennes entreprises.
- Le 16 mars, lors d'une [audition](#) de la Commission des Finances du Sénat, qu'il préside, le sénateur démocrate R. Wyden (Oregon) a [fait part](#) de ses « *sérieuses préoccupations s'agissant de l'approche prise par l'administration pour mettre en œuvre la partie de l'Inflation Reduction Act qui traite de l'approvisionnement en minéraux critiques* ». Il a estimé que les Accords de libre-échange, ce qui incluait selon lui « *tous accords sur les minéraux critiques* », ne devaient pas être « *unilatéralement décidés par l'exécutif* » et requéraient « *la consultation et l'approbation du Congrès* ».

Climat - Énergie - Environnement

4. L'Agence de protection de l'environnement américaine (EPA) annonce la première norme nationale pour lutter contre les P-FAS dans l'eau potable

Le 14 mars, l'administration Biden a [annoncé](#) la première norme nationale pour lutter contre la contamination de l'eau potable par les per- et polyfluoroalkyles (PFAS), aussi appelés « polluants éternels ». L'EPA exigera des systèmes publics d'approvisionnement en eau qu'ils contrôlent la présence de six PFAS (PFOA, PFOS, PFNA, PFHxS, PFBS et GenX Chemicals), qu'ils informent le public si les niveaux de ces PFAS dépassent les normes réglementaires proposées et qu'ils prennent des mesures pour réduire le niveau de PFAS dans l'approvisionnement en eau. L'EPA prévoit que, si elle est pleinement mise en œuvre, cette règle permettra d'éviter des milliers de décès et de réduire des dizaines de milliers de maladies graves liées aux PFAS. Cette proposition fait partie de la [feuille de route](#) stratégique de l'EPA sur les PFAS, une stratégie globale qui présente des actions concrètes jusqu'en 2024, notamment des mesures visant à contrôler les PFAS à

la source, à responsabiliser les pollueurs, à garantir une prise de décision fondée sur la science et à remédier aux effets de la contamination sur les communautés défavorisées.

Cette proposition s'appuie sur d'autres étapes clés de la lutte contre les PFAS, notamment :

- La proposition de l'EPA de désigner deux PFAS comme substances dangereuses au titre de la loi CERCLA ;
- L'amélioration des données sur les PFAS dans le cadre de la [National PFAS Testing Strategy](#) de l'EPA et par l'échantillonnage à l'échelle nationale de 29 PFAS dans les systèmes publics d'eau potable ;
- L'utilisation des programmes d'autorisation et de réglementation de la loi sur l'eau propre de l'EPA pour réduire la pollution de l'environnement par les PFAS provenant de l'industrie ;
- Le lancement de la distribution d'un financement de 10 Md\$ pour lutter contre les contaminants émergents dans le cadre de la Loi bipartisanne sur les infrastructures (BIL).

L'administration Biden a également publié deux nouveaux rapports sur les PFAS :

- (1) Le Bureau de la politique scientifique et technologique (OSTP) a publié un [rapport sur l'état de la science](#) concernant les PFAS. Ce rapport résume les recherches actuelles sur les PFAS dans des domaines stratégiques clés, notamment l'élimination et la destruction en toute sécurité des PFAS, les solutions de remplacement des PFAS, ainsi que les lacunes dans les données et les connaissances sur les PFAS. Au cours de l'année, l'OSTP collaborera avec les autres agences fédérales pour faire de ce rapport une feuille de route permettant d'établir des objectifs et des priorités pour la R&D fédérale sur les PFAS ;
- (2) Le *Council on Environmental Quality* (CEQ), qui dirige le comité politique interagences sur les PFAS, a publié un nouveau [rapport sur les actions de l'administration](#) en matière de PFAS et sur les prochaines étapes.

5. L'administration Biden annonce 750 M\$ pour faire progresser les technologies de l'hydrogène propre

Le Département de l'Énergie américain (DoE) a [annoncé](#) la mise à disposition de 750 M\$ pour des travaux de recherche, de développement et de démonstration visant à réduire considérablement le coût de l'hydrogène propre. Ce financement constitue la première phase des 1,5 Md\$ prévus par la Loi bipartisane sur les infrastructures (BIL) pour faire progresser les technologies d'électrolyse et améliorer les capacités de fabrication et de recyclage.

Gérés par le Bureau des technologies de l'hydrogène et des piles à combustible (HFTO) du DoE, les projets financés ont pour objectif affiché de s'attaquer aux obstacles techniques sous-jacents à la réduction des coûts qui ne peuvent être surmontés par le seul effet d'échelle et de garantir que les déploiements commerciaux émergents seront viables à long terme. Le DoE s'est fixé l'objectif ambitieux de pouvoir produire un kilogramme d'hydrogène propre à 1 \$ d'ici dix ans.

6. Les États-Unis et l'Union européenne s'engagent à construire ensemble les économies propres de demain

Au cours de la rencontre du président Biden et de la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, les États-Unis et l'Union européenne (UE) ont [réaffirmé](#) leur intention de coopérer pour faire face à la crise climatique et accélérer l'économie mondiale de l'énergie propre.

Les États-Unis et l'UE reconnaissent la nécessité de réaliser des investissements audacieux pour construire des économies et des bases industrielles fondées sur les énergies propres, notamment dans le domaine des batteries pour véhicules électriques et de l'hydrogène propre.

Les deux parties ont exprimé leur intention de soutenir les pays du monde entier dans le développement de leurs économies afin d'assurer une croissance inclusive et résiliente et de favoriser des voies durables vers des émissions nettes nulles. Dans le cadre du G7 et en partenariat avec les banques multilatérales de développement, les deux parties recensent les possibilités de générer beaucoup plus de financements publics et privés pour des investissements de qualité dans le domaine du climat et de la sécurité énergétique dans les pays en développement.

Brèves

- Le 13 mars, le Département de l'Énergie américain (DoE) a [annoncé](#) un financement de près de 47 M\$ pour 22 projets de recherche visant à faire progresser le développement de nouvelles technologies de mesure, de surveillance et d'atténuation des émissions de méthane dans les régions productrices de pétrole et de gaz naturel, dans le cadre du [US Methane Emissions Reduction Action Plan](#).
- Le Département de l'Intérieur américain (DoI) a [publié](#) un rapport de décision réduisant considérablement la portée du projet Willow dans la réserve nationale de pétrole de l'Alaska (NPR-A). Le ministère refuse deux des cinq sites de forage proposés par ConocoPhillips, qui cherche à développer les concessions pétrolières et gazières qu'elle a acquises à partir de la fin des années 1990. La société renoncera également à des droits sur environ 68 000 acres de ses baux existants dans la NPR-A.
- Lors de la rencontre entre le président Biden et le premier ministre Rishi Sunak le 13 mars en Californie, les États-Unis et le Royaume-Uni ont [réaffirmé](#) leur volonté de travailler et d'investir ensemble pour favoriser la transition vers l'énergie propre, encourager les industries du futur et renforcer la résilience de nos économies face à toute une série de chocs. Les dirigeants ont demandé à leurs équipes économiques de travailler intensément pour faire avancer ce programme, en réalisant des progrès avant le sommet du G7. Dans le cadre de ces efforts, les États-Unis et le Royaume-Uni travailleront au sein du G7, avec d'autres partenaires internationaux et de manière bilatérale, pour renforcer et diversifier

les chaînes d'approvisionnement essentielles, y compris pour les minéraux critiques.

- L'Utah a adopté quatre lois anti-ESG parmi les 35 débattues à son Parlement depuis le début de l'année. La loi [HR449](#) interdit tout boycott d'une entreprise pétrolière ou nucléaire, de minage ou d'exploitation forestière ou agricole en raison de ce qu'elle n'aurait pas pris d'engagement ESG ou de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre. L'interdiction de boycott s'applique également au profit des marchands d'armes. La loi

[SB 97](#) interdit tout contrat public avec des entreprises qui auraient boycotté les industries susmentionnées ou une entreprise qui se serait engagée à ne pas aider à l'avortement – en obligeant un écrit certifiant ne pas être engagé dans une telle pratique. Enfin, la loi [SB 96](#) impose de ne prendre en compte dans la gestion des investissements publics financiers que les impératifs d'atténuation du risque financier et de maximisation du retour sur investissements.

Transport et infrastructure

7. L'administration Biden lance un premier tour d'appel à projets dans le cadre d'un programme dédié aux infrastructures de recharge d'électricité et d'autres carburants alternatifs

Le 14 mars, l'administration Biden a [lancé](#) un premier tour d'appel à projets doté de 700 M\$ pour les années fiscales 2022 et 2023, dans le cadre du programme CFI (*Charging and Fueling Infrastructure*). Financé à hauteur de 2,5 Md\$ sur cinq ans, ce nouveau programme créé par la Loi bipartisane pour les infrastructures (BIL) vise à subventionner l'installation de bornes de recharge pour les véhicules fonctionnant à l'électricité, ou d'autres carburants alternatifs tels que l'hydrogène, le propane, le gaz naturel comprimé et le gaz naturel liquéfié. Les projets sélectionnés devront respecter certains [critères minimaux](#) en matière de spécifications techniques et de contenu domestique. Publiées par l'administration le mois dernier, ces exigences s'appliquent aux bornes de recharge électriques bénéficiant d'un soutien financier fédéral, à l'instar des équipements déjà récompensés par un autre programme instauré par le BIL, nommé NEVI (*National Electric Vehicle Infrastructure*). Alors que les fonds du NEVI sont distribués aux gouvernements des États fédérés pour soutenir l'électrification des grands axes routiers du pays, les fonds du CFI sont destinés à des collectivités de plus petite échelle (villes, comtés, districts, tribus) afin de répondre à des besoins d'équipements plus localisés, tout en étant accessibles au public, en particulier dans les zones mal desservies et défavorisées.

8. Une Cour d'appel de Californie juge que les chauffeurs des app de partages sont des indépendants

La Cour d'appel du premier district de Californie a jugé la Proposition 22, «*protect App-Based drivers and services act*» largement constitutionnelle, dans

son arrêt [Hector Castellanos c. État de Californie](#) du 13 mars 2023. Elle revient ainsi sur le jugement de première instance du juge Roesch de la cour supérieure du comté d'Alameda qui l'avait invalidé en août 2021 au motif qu'elle limitait les pouvoirs du Parlement quant à la fixation des droits des travailleurs de l'économie du partage (*gig economy*).

La Prop 22, sponsorisée par Uber et Lyft dans une campagne au montant historique de 200 M\$, avait été adoptée en novembre 2020 par référendum à 58 % des voix. La Prop 22 a pour objet de sortir les chauffeurs utilisant les applications de partage du champ *ratione materiae* de la loi dite AB5 qui pose une présomption de salariat et dont l'économie de partage était la principale cible. Concrètement, les chauffeurs, désormais considérés comme des travailleurs indépendants, n'auront plus accès aux droits attachés au statut de salarié prévus par le droit californien (salaire minimum, protection santé, retraite, etc.), mais à des droits plus limités spécifiquement prévus dans ladite proposition.

Dans leur décision les juges d'appel, ont tranché que seule la limitation du pouvoir d'amendement du Parlement en ce qui concerne la fixation des règles de négociation collective étaient inconstitutionnelles en ce que cette matière, certes connexe, n'était nullement encadrée par ailleurs dans le texte. Dès lors que cette disposition, qui a uniquement trait au droit d'amendement, est divisible du reste de la proposition 22, elle n'entache pas le reste du texte d'illégalité.

La bataille judiciaire n'est toutefois pas terminée, puisque l'une des parties, le syndicat *Service Employees International Union* (SEIU) a d'ores et déjà laissé entendre qu'il allait saisir la Cour suprême de Californie, qui avait refusé de se prononcer directement à son niveau en février 2021. Uber, par la voix de son directeur juridique Tony West, s'est félicité que la «cour ait respecté la volonté du peuple» et de «cette victoire pour les travailleurs des app de partages et pour les millions de californiens qui ont voté pour».

Brève

➤ Le 14 mars, la Maison-Blanche a publié un [communiqué](#) se félicitant de deux accords conclus récemment par Boeing avec l'Arabie saoudite, l'un pour la création d'une nouvelle compagnie aérienne, l'autre pour l'expansion d'une flotte commerciale existante. Selon ce communiqué, les deux accords s'élèvent à un montant total évalué à près de 37 Md\$ et prévoient la fabrication de 121 appareils Boeing 787 Dreamliner, équipés des modèles de moteurs les plus avancés commercialisés par General Electric (modèle GEnx). La Maison-Blanche se dit « particulièrement ravie » que Boeing ait pu

« finalement conclure ces contrats avec l'Arabie saoudite », après ce qu'elle présente comme « plusieurs années de discussions et d'intenses négociations ces derniers mois ». Elle indique que ces contrats devraient soutenir 140 000 emplois américains et déclare qu'il s'agit d'une « nouvelle étape importante de huit décennies de coopération entre l'Arabie saoudite et l'industrie américaine ». Elle indique « se réjouir à la perspective de travailler avec l'Arabie saoudite et tous les partenaires au Moyen-Orient pour soutenir une région plus prospère, plus sûre et plus intégrée, ce qui bénéficiera en fin de compte au peuple américain ».

Industrie

9. De nouveaux acteurs sur le marché des semiconducteurs pour l'intelligence artificielle

Alors que les progrès et l'adoption croissante des services et des logiciels d'intelligence artificielle (IA) soutient les performances de grands fabricants de semiconducteurs comme Nvidia (qui détient une part de marché de près de 90 % dans le domaine des semiconducteurs spécialisés dans l'IA), la concurrence s'intensifie de la part de grands groupes et de startups de la microélectronique.

Du fait de la performance de ses unités de traitement graphique (GPU), essentielles pour l'entraînement de modèles d'IA utilisés dans les systèmes génératifs comme ChatGPT, l'entreprise Nvidia connaît une croissance considérable sur les dernières années. Face à ce succès, d'autres grands groupes de l'industrie microélectronique, mais aussi des entreprises de taille moyenne et des startups, cherchent à développer des technologies concurrentes et à capter les opportunités ouvertes par le développement de l'intelligence artificielle.

Groq, une entreprise fondée par un ancien ingénieur d'Alphabet Inc, a par exemple [déclaré](#) qu'elle avait adapté une technologie similaire à celle qui supporte ChatGPT pour qu'elle puisse fonctionner sur ses puces. L'entreprise a en effet modifié LLaMA, un

modèle de langage développé par Meta qui effectue des tâches de génération de langage, afin qu'il puisse être supporté par ses propres puces, et non celles de Nvidia comme cela était initialement conçu. Cette démarche permet ainsi à Groq de présenter ses produits comme une alternative viable aux GPU de Nvidia. Située dans la Silicon Valley et fondée en 2016, l'entreprise Groq avait déjà bénéficié d'une certaine visibilité en 2020 du fait de [levées de fonds de capital-risque](#) importantes pour l'industrie des semiconducteurs.

Du côté des grands groupes, l'industrie des puces électroniques a fait l'objet de nombreuses spéculations selon lesquelles le géant du logiciel Microsoft, qui bénéficie du succès d'OpenAI, serait en train de concevoir ses propres accélérateurs d'IA. Il y a quelques années, Google avait déjà décidé de concevoir ses propres puces, connues sous le nom d'unités de traitement tensoriel (TPU), pour gérer ses travaux d'IA les plus intensifs. Apple a commencé à concevoir ses propres CPU en 2018 pour assurer les fonctions de gestion d'énergie de ses produits. Meta Platforms, de son côté, s'est efforcée de faciliter l'utilisation par les développeurs de puces autres que celles de Nvidia et a lancé en octobre un ensemble d'outils logiciels gratuits pour les applications d'intelligence artificielle qui permettent de passer d'un GPU Nvidia à d'autres puces.

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. Dans sa demande budgétaire pour l'année fiscale 2024, la Maison-Blanche

propose une hausse de 14 % des dépenses discrétionnaires de l'USDA

Publiée le 9 mars, la [demande budgétaire](#) de la Maison-Blanche pour l'année fiscale 2024 comprend 30,1 Md\$

de dépenses discrétionnaires pour l'USDA, soit 3,8 Md\$ (+14 %) de plus que le montant adopté pour l'année fiscale 2023. Les crédits demandés sont principalement affectés à :

- L'aide alimentaire domestique (hors dispositions du *Farm Bill*), à hauteur de 7,1 Md\$, dont 6,3 Md\$ (+300 M\$) pour le WIC, en plus du projet d'extension du *Community Eligibility Provision* qui permettrait d'offrir des repas scolaires gratuits à 9 millions d'enfants supplémentaires pour un coût estimé à 15 Md\$ sur 10 ans ;
- La recherche agricole, à hauteur de 4 Md\$ (+299 M\$) ;
- La conservation des terres, avec 1,2 Md\$ (+208 M\$) pour le *Natural Resources Conservation Service*, en plus de la proposition de rendre permanent le programme d'incitation aux cultures de couverture pour un coût de 1 Md\$ sur 10 ans ;
- Le développement rural, avec 400 M\$ (+52 M\$) pour le programme de développement du réseau internet rural ;
- La sécurité sanitaire alimentaire, avec 1,3 Md\$ (+102 M\$) pour le FSIS ;
- Un abondement de 323 M\$ aux crédits déjà votés dans le cadre de la Loi bipartisanne sur les infrastructures (BIL) et l'*Inflation Reduction Act* (IRA) pour la stratégie décennale de gestion de crise des feux de forêts, en plus de la volonté de garantir un salaire horaire minimum de 15 \$ aux pompiers forestiers.

En termes de proportion, les dépenses discrétionnaires ne représentent qu'une part très limitée (16 % environ) des dépenses annuelles de l'USDA puisque le cœur de ces dépenses sont celles prévues dans le *Farm Bill* qui sont des dépenses obligatoires, non soumises à autorisation annuelle. Ainsi, la hausse des dépenses discrétionnaires en 2024 devrait s'accompagner d'une baisse des dépenses obligatoires qui conduirait en réalité à une nette baisse des dépenses totales de l'USDA par rapport à l'année fiscale 2023 (-33 Md\$ ou -12,7%). Cette prévision repose principalement sur l'anticipation de l'amélioration de la situation économique du pays, qui réduirait le nombre de participants au SNAP et donc le montant des aides versées aux bénéficiaires (-30 Md\$). Si la demande budgétaire du Président n'engage pas le Congrès, elle reflète en revanche les priorités politiques du gouvernement, notamment cette année, à l'approche du vote du prochain *Farm Bill* et de l'élection présidentielle de 2024. Pour Tom Vilsack, cette demande budgétaire [constitue](#) « un message clair de ce que le Président Biden valorise et démontre l'engagement de l'administration pour le succès des Américains ruraux et de leurs communautés ». Il a

précisé, en s'en félicitant, que ce budget priorisait la sécurité alimentaire, investissait dans la résilience climatique, venait en soutien aux communautés défavorisées, créait davantage et de meilleurs marchés pour les produits agricoles américains et réformait le corps des pompiers forestiers.

11. La question des conditions d'éligibilité aux allocations du SNAP divise les élus du Congrès

Dans le contexte actuel de vifs débats autour du coût important des programmes d'aide alimentaire fédéraux, plusieurs propositions de loi matérialisant les visions opposées des Républicains et des Démocrates sur cette question ont été déposées au Congrès.

Du côté républicain, les propositions de loi visent à réduire les dépenses fédérales en renforçant les exigences d'activité des bénéficiaires du SNAP. À titre d'exemple, l'*America Works Act*, déposé à la Chambre des représentants le 14 mars, prévoit de reculer à 65 ans l'âge limite des bénéficiaires majeurs valides, sans personne à charge, qui doivent justifier d'un emploi, d'une formation ou d'études pour percevoir le SNAP, contre 49 ans actuellement. Au Sénat, une autre proposition déposée par des Républicains, envisage quant à elle un report d'âge à 59 ans. L'*America Works Act* comprend par ailleurs des dispositions réduisant les capacités des États à demander à l'USDA des exemptions d'activité pour les bénéficiaires, notamment sur la définition des personnes à charge pouvant être pris en compte pour ces exemptions.

Du côté démocrate, les propositions, telles que l'*Improving Access to Nutrition Act*, déposée à la Chambre le 9 mars, portent d'abord sur la lutte contre l'insécurité alimentaire par l'allègement des contraintes d'accès aux aides et la levée des exigences d'activité des personnes valides. Dans le domaine de la nutrition, ces propositions rejoignent la position défendue par l'administration Biden dans sa demande budgétaire pour l'année fiscale 2024.

Brèves

- Le 9 mars, le président du Farm Bureau, Zippy Duvall, a [signé un protocole d'entente](#) avec les fabricants Case IH et New Holland, garantissant aux agriculteurs et aux concessionnaires indépendants l'accès aux logiciels et aux outils nécessaires à la réparation des machines agricoles de ces deux fabricants. En échange, le Farm Bureau s'engage à ne pas déposer ou soutenir de propositions de loi fédérées et fédérales défendant un « droit à réparer », dans la même logique que celle du protocole d'entente qu'il avait signé en janvier dernier avec John Deere.

Numérique et innovation

12. OpenAI annonce la sortie de GPT-4

Le 14 mars, OpenAI a [annoncé](#) la sortie de GPT-4, une nouvelle itération de son grand modèle multimodal d'apprentissage profond qui, sur la base d'entrées d'image et de texte, émet des sorties textuelles. D'après l'entreprise, bien que moins habile que les humains dans de nombreux scénarios du monde réel, GPT-4 présente des performances comparables à l'humain sur diverses tâches professionnelles et académiques. L'entreprise souligne par exemple que GPT-4 réussit l'examen du barreau américain avec un score le plaçant dans les 10 % des meilleurs candidats. Par ailleurs, GPT-4 est présenté comme étant plus créatif et collaboratif, pouvant générer et itérer avec les utilisateurs sur des tâches d'écriture créatives et techniques, telles que la composition de chansons, l'écriture de scénarios ou l'apprentissage du style d'écriture d'un utilisateur. GPT-4 accepte plus de 25 000 mots de texte, ce qui permet des cas d'utilisation tels que la création de contenu long, des conversations étendues et la recherche et l'analyse de documents. GPT-4 est disponible pour le grand public via ChatGPT Plus (pour 20 \$ par mois, avec une utilisation limitée), et également via une API spécifique pour les développeurs d'applications, soumise à liste d'attente. L'entreprise propose aussi OpenAI Evals en open source. Il s'agit d'un cadre d'évaluation automatisé des performances des modèles d'IA qui permet à quiconque de signaler les lacunes des modèles d'OpenAI afin d'aider à orienter les améliorations futures. Enfin, sur l'aspect sécurité, OpenAI dit avoir consacré 6 mois à rendre GPT-4 plus sûr, ce qui aurait permis à GPT-4 d'être 82 % moins susceptible de répondre aux demandes de contenu non autorisé et 40 % plus susceptible de produire des réponses correctes factuellement que la version précédente. Malgré ces améliorations, OpenAI ne cache pas que GPT-4 présente encore de nombreuses limitations connues que l'entreprise s'efforce de résoudre, telles que les préjugés et les « hallucinations » (désignant les cas où GPT4 invente des choses qui n'existent pas et les présente comme des faits réels convaincants).

Brèves

- Dans un [article](#) du 15 mars, le Wall Street Journal rapporte que l'administration Biden aurait exigé que ByteDance se sépare de sa filiale TikTok, sous peine d'une éventuelle interdiction de l'application aux États-Unis.
- Le 15 mars, T-Mobile a [annoncé](#) avoir conclu un accord définitif pour acquérir Ka'ena Corporation

et ses filiales et marques, dont Mint Mobile, un opérateur de réseau mobile virtuel à succès, pour un montant pouvant atteindre jusqu'à 1,35 Md\$.

- Le 14 mars, Meta a [annoncé](#) son projet, dans les mois qui viennent, de réduire la taille de ses équipes d'environ 10 000 personnes supplémentaires et de fermer environ 5 000 offres de postes vacants supplémentaires.
- Alors que les entreprises Tech annoncent depuis plusieurs mois des licenciements massifs, une [proposition de loi](#), vise à mieux protéger les employés impactés. Elle ferait passer le délai de préavis de 60 à 90 jours – qui peut être remplacé par une indemnisation équivalente – et y inclurait les travailleurs placés ou détachés dans ces entreprises par des sociétés de placement pour une période de plus de 6 mois au cours des 12 derniers mois. Ses dispositions seraient d'ordre public et toute clause contractuelle contraire serait réputée nulle et non écrite.
- Le Gouverneur Newsom a [annoncé](#) que la Californie, au mois de janvier, a créé 96 700 emplois soit 18,7 % des 517 000 emplois créés aux États-Unis durant ce même mois. Sa contribution à la création d'emplois est donc supérieure à sa contribution au PIB des États-Unis (14,7 %) ou sa population (12 %). Le chômage a en même temps progressé de 0,1 point à 4,2 % en raison de la progression du taux d'emploi.
- Dans une [lettre](#) du 9 mars, le président de la commission des finances du Sénat, Ron Wyden, (D-Ore.), et le Sénateur Mike Crapo (R-Idaho), ont appelé l'administration Biden à travailler avec l'Union européenne pour traiter ce qu'ils appellent « les aspects discriminatoires de la réglementation numérique de l'UE qui ciblent une poignée d'entreprises américaines mais qui ne réglementent pas des entreprises similaires basées en Europe, en Chine, en Russie et ailleurs, donnant à ces entreprises un avantage concurrentiel et violant les principes fondamentaux du commerce international ». Les sénateurs ont souligné que ces questions devraient être abordées dans le cadre de l'engagement des États-Unis et de l'UE au sein du Conseil commerce et technologie (TTC) et dans les discussions avec l'UE concernant la mise en œuvre de l'Inflation Reduction Act. Des représentants de l'industrie ont abondé dans ce sens via une lettre similaire envoyée à la Maison-Blanche.

Santé

13. Les entreprises de santé numérique et de biotechnologie constituaient une part importante de la clientèle de la Silicon Valley Bank (SVB)

12 % des 173 Md\$ de dépôts de la banque provenaient d'entreprises du secteur des sciences de la vie et des soins de santé, selon une communication de la SVB sur les résultats au 4^e trimestre 2022.

La disparition de SVB pourrait dégrader la capacité des entreprises du secteur à lever des capitaux, a déclaré à Bloomberg Bill Geary, cofondateur de Flare Capital Partners.

Plusieurs entreprises pharmaceutiques, telles que la biotech Sangamo Therapeutics, ont révélé dans des documents publics qu'elles détenaient des millions de dollars dans SVB.

Un certain nombre d'entreprises connues dans le domaine de la santé numérique étaient financièrement liées à SVB, notamment Oak Street Health, en cours d'acquisition par CVS Health.

Selon le site web de SVB, la banque est également engagée à hauteur de 100 M\$ auprès de Privia Health. SVB a également soutenu des tours de table pour Carrot, Nomad et Olive, Komodo, a rapporté Fierce Healthcare.

Brèves

- Pfizer a annoncé le 13 mars le rachat du fabricant de médicaments anticancéreux Seagen pour 43 Md\$. Il s'agit de la plus grande fusion annoncée à ce jour en 2023, et de la plus grande opération pharmaceutique depuis l'achat d'Allergan par Abbvie en 2020.
- Google a présenté le 14 mars une série de nouveaux outils de soins de santé basés sur l'intelligence artificielle, allant d'un chatbot amélioré qui peut expliquer les symptômes médicaux d'un patient à des fonctions de recherche améliorées qui indiquent si un médecin accepte Medicaid.
- Le fabricant d'insuline Novo Nordisk réduira le prix de plusieurs produits jusqu'à 75 % à partir de janvier 2024, a déclaré la société le 14 mars. La décision de réduire les prix de plusieurs de ses anciens produits d'insuline intervient alors que les fabricants d'insuline sont confrontés à une forte pression politique pour baisser leurs prix, à la concurrence croissante des fabricants de génériques et aux politiques législatives et réglementaires qui entrent en vigueur. Cette annonce intervient après celle du fabricant d'insuline américain Eli Lilly début mars.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

S'Inscrire